

**LES PROBLEMES DE L'ENSEIGNEMENT ISLAMIQUE A BAMAKO
DE LA PERIODE COLONIALE AU MALI INDEPENDANT**

Amidou TOUNGARA,

Département : d'Histoire-Archéologie de la Faculté d'Histoire et de géographie de
l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako

Contact : 00223 79391132

Email : amidoutoungara@yahoo.fr

Ahmed IBRAHIM,

Département : d'Histoire-Géographie, Ecole Normale Supérieure de Bamako (ENSup).

Contact : +223.70.45.18.12

Email : ahmedcisse49@gmail.com

Résumé :

L'islam est la religion monothéiste la plus pratiquée à Bamako, la capitale du Mali. L'enseignement de cette religion, de la colonisation à l'indépendance, a connu plusieurs étapes et beaucoup de problèmes. Cet article entend analyser les problèmes de l'enseignement islamique à Bamako de la période coloniale au Mali indépendant. Dans la méthodologie de recherche, l'accent est mis sur la recherche documentaire et les témoignages de certaines personnes ressources. Les résultats issus de ces recherches montrent que l'enseignement islamique à Bamako, de la colonisation au Mali indépendant, connaît des problèmes administratifs, financiers d'infrastructures, et de recyclage des enseignants.

Mots clés : problèmes, enseignement islamique, Bamako, colonisation, Mali indépendant

Abstract

Islam is the monotheist religion the most practice in Bamako, capital of Mali. This religion's education, from colonization to Mali independent, knew many step and a lot of problems. This article intends to analyze the issues of islamic teaching in Bamako from colonial period of the independent Mali. In the methodology research, we focus on documentary research and the witness of certain person resources. The results come from the research show that the

islamic teaching in Bamako from colonization in the independent Mali knows administrative, financial, infrastructure problems and the retraining of teachers.

Key words : problems, islamic teaching, Bamako, colonization, independent Mali

INTRODUCTION

L'islam est la religion la plus populaire à Bamako. Il est arrivé au Mali par les populations nord-africaines via le Sahara. C'est donc par le désert que l'islam a atteint le Mali. Cette islamisation s'est faite sous deux formes : la forme pacifique qui s'est effectuée à travers les marchands arabo-musulmans et la forme violente par le mouvement Almoravide, les conquêtes d'El Hadj Omar etc.

Quant à Bamako, l'islam y est arrivé par l'intermédiaire des marchands arabo-berbères, il y a plus de trois siècles. Il y était presque inexistant surtout à l'époque où les NIARE ou NIAKATE s'installaient.⁷¹ Tali Mahamane est l'ancêtre des TOURE Maure de Bamako. Il a quitté le Tawat se trouvant sur le territoire de l'actuelle Algérie pour sillonner beaucoup de régions réputées islamiques comme Maroc, Algérie, Mauritanie avant de se retrouver au Soudan. C'est lui qui est à l'origine de la première islamisation de Bamako. Il fut accueilli par les NIARE et s'installa à l'actuelle place du Daba Nani où il édifia une première mosquée. La première mosquée de Bamako est l'œuvre des TOURE. C'est d'abord eux-mêmes qui dirigent la prière avant de la passer à Maciré KOROMAKAN, un marabout originaire de Sinsani. L'imamat sera ensuite à la charge de la famille KALE qui assume cette responsabilité jusqu'à nos jours.

L'islam qui, au départ à Bamako, était pratiqué par quelques individus, est devenu aujourd'hui la religion de l'écrasante majorité de la population de cette ville. Il est enseigné dans les écoles coraniques, les écoles Franco-arabes et les médersas avec d'énormes problèmes.

En effet, quelle analyse peut-on faire des problèmes de l'enseignement islamique de la période coloniale au Mali indépendant ?

Cette étude a pour objectif d'analyser les problèmes de l'enseignement islamique à Bamako et de faire des propositions de solutions.

L'hypothèse formulée est la suivante :

⁷¹ DIARRA Baba, 1996, *Poussée islamique au Mali : Le wahabisme portée socio-économique*, mémoire Histoire, ENSUP, p. 14.

L'enseignement islamique à Bamako connaît des problèmes : administratifs, financiers , d'infrastructures et de recyclage des enseignants de la période coloniale au Mali indépendant.

I. METHODOLOGIE

Notre méthodologie se présente comme suit : les informations documentaires, les données du terrain et les renseignements obtenus sur l'internet.

L'exploitation documentaire

Nous avons exploité certains documents des Archives Nationales du Mali qui parlent de l'islam dans le cercle de Bamako. Il s'agit des Fonds anciens et des Fonds récents. Dans les Fonds anciens, les documents consultés sont les suivants : 4E-3 Politique musulmane : Surveillances des personnages religieux. Correspondance avec le chef de service des postes (1910-1912) ; 4E-36 Renseignements sur les marabouts et les personnages religieux ; 4E-5 Correspondances-cercle de Bamako (1903-1913) : Rapport sur l'islam et les confréries musulmanes. Dans les Fonds récents, nous avons regardé 4E-21 Etude sur le Coran et sur l'islam 1945 ; 4 E-38 Surveillance des marabouts de passage à Bamako 1925-1947.

Ces documents archivistiques nous ont permis de savoir que la religion musulmane était strictement surveillée par l'administration coloniale.

En plus des documents archivistiques, nous avons lu des travaux universitaires comme le mémoire de fin d'études en 1996 au département d'Histoire et Géographie à l'ENSUP, intitulé, *Poussée islamique au Mali : Le wahabisme portée socio-économique*, de Baba DIARRA ; la thèse de 3^{ème} cycle de Hamadou BOLY dont le thème est *LE SOUFISME AU MALI DU XIX^{ème} SIECLE A NOS JOURS : RELIGION, POLITIQUE ET SOCIETE*

Les données du terrain

Les enquêtes de terrain nous ont permis d'avoir des données très intéressantes pour notre travail. Nous nous sommes servis de questionnaire et de guide d'entretien pour mener ces enquêtes. Les renseignements obtenus ont été recueillis auprès des maîtres coraniques, des promoteurs d'écoles Franco-arabe et leurs enseignants, les promoteurs de médersas et leurs enseignants et certains agents techniques de l'administration qui sont à Bamako.

Les informations de l'internet

Grâce à l'internet, nous avons pu trouver des informations précieuses sur l'enseignement islamique à Bamako. Elles ont été très utiles pour l'exécution de notre travail. Les sites consultés sont cités dans la bibliographie.

Ces recherches ont conduit à des résultats.

2. RESULTATS

Les recherches ont permis de découvrir des problèmes administratifs, financiers, des problèmes d'infrastructures, et de recyclage des enseignants. Nous allons les présenter un à un.

2.1. Problèmes administratifs

L'enseignement islamique a rencontré de sérieux problèmes pendant la période coloniale. La langue d'études de cet enseignement étant l'Arabe, il faisait l'objet de contrôle et de surveillance de la part de l'administration coloniale qui cherchait à fortifier sa mainmise sur les maîtres coraniques. Les écoles coraniques ne comptaient pas parmi les établissements d'enseignement. Elles ne pouvaient qu'enseigner dans leur langue locale. (A. KAVAS, 2003).

Le PASAS dans son rapport du 28 avril 2022 sur le Mali retient ceci :

« Dans sa démarche entreprise pour le contrôle des espaces de revendication, la politique française en matière d'éducation arabo-islamique dans sa colonie a consisté à endiguer « l'islam noir » en vue de le couper de tout contact avec « l'islam arabe » perçu comme plus dangereux pour l'administration. Dans cette logique que furent créées les premières médersas franco-arabes, d'abord en Algérie et ensuite dans les autres colonies françaises dont le Sénégal et le Mali. » (PASAS, PROGRAMME DE RECHERCHE « EDUCATION ARABO - ISLAMIQUE AU SAHEL, Rapport Mali, 2022 »

A propos de la médersa, I.NASSOKO (thèse 2006, p. 161) écrit :

« Elle est toujours considérée comme un obstacle à la diffusion de la culture coloniale, de nombreuses madrassas furent fermées à Bamako et à Kayes. Et celles des autres localités étaient étroitement surveillées. L'administration coloniale française sembla avoir pris une décision claire au sujet de la signification politique de l'islam et du rôle que l'enseignement et la langue arabe devaient jouer pour le combattre. C'est pourquoi à l'époque coloniale, aucune école coranique ou madrassa ne fut jamais reconnue comme institution scolaire par la France, même les écoles islamiques créées alors à Kayes, Ségou et Bamako étaient officiellement classées comme des écoles coraniques. En tant que telles, les seuls enseignements non religieux qu'elles étaient habilitées à dispenser étaient la lecture et l'écriture. »

C'est dans cette optique qu'il faut voir sa position par rapport au contrôle de l'enseignement religieux. Ainsi, Papa Ibrahima SECK cité par H.BOLY (thèse 2013, p. 183) écrit ceci :

« Faidherbe décidait de réglementer l'enseignement coranique. Les écoles coraniques dorénavant, ne devraient fonctionner régulièrement que sous une double condition :

-Bénéficier de l'autorisation écrite du Gouverneur, lequel décide après avis d'une commission d'enquête et de vérification.

-Mettre quotidiennement les élèves d'âge scolaire à la disposition des écoles françaises afin qu'ils y reçoivent, dans le cadre des cours du soir, une instruction française. »

Cette attitude de l'administration coloniale était consécutive à l'hostilité de la population musulmane, notamment les guides soufis qui ne voulaient pas inscrire leurs enfants à l'école française. Ce comportement est témoigné par H. BOLY (thèse 2013, p. 183) qui dit :

« Cette nouvelle réglementation de l'enseignement coranique subit une résistance farouche de la part des guides soufis. Car ils considéraient l'école coloniale comme un vecteur d'acculturation et d'altération des valeurs sociétales héritées des ancêtres. Certaines familles musulmanes, pour échapper à l'inscription coercitive de leurs enfants à l'école coloniale, se déplacèrent pour habiter loin des lieux où étaient installées ces écoles coloniales. D'autres obtinrent une dispense de l'instruction française pour leurs enfants, moyennant la cession d'animaux domestiques qu'ils possédaient comme seule richesse... »

En outre, les frères musulmans du Caire s'étaient engagés à financer la construction d'une mosquée et d'une medersa au profit du mouvement wahhabite de Bamako. Mais cette aide s'est vue refuser par le gouverneur général de l'A.O.F. (Pierre Cournarie de 1943 à 1946) qui s'est catégoriquement opposé à cette action. (B. DIARRA cité par TOUNGARA, thèse 2018, p.39).

Finalement, l'administration coloniale donne son autorisation à la création de la première médersa à Bamako (Ecole Coranique Supérieur) en 1950. Les initiateurs proposent un enseignement essentiellement religieux. Aussi dès la première année, les enfants recevaient une bonne culture de base en langue arabe occupant sept heures trente par semaine et quatre heures trente étaient consacrées à la grammaire. Ladite école dont le site se trouve sur l'emplacement actuel de l'école fondamentale de Badialan I au nord-ouest de l'institut islamique Khaled Ben Abdoul Aziz, fut dirigée par El Hadj Mohamed Sanoussi. L'enseignement dispensé dans cet établissement connut un franc succès. C'est pourquoi Jean Loup AMSELLE affirme qu'après un bref séjour dans cette école, les élèves peuvent s'exprimer en arabe, discuter avec les marabouts et même les ridiculiser grâce à leur connaissance supérieure. (A. TOUNGARA, thèse 2018, p. 42).

Dans le Mali, indépendant, la même politique restrictive a continué jusqu'en 1985. Les médersas étaient à la tutelle du ministère de l'Intérieur au lieu du ministère de l'Education. L'administration fait de l'enseignement du français une obligation dans les médersas. Cela a amené des problèmes au niveau de certains établissements. Soit parce qu'ils ne voulaient pas l'enseignement de cette langue soit parce qu'ils n'ont pas les moyens de recruter des maîtres de Français.

Au niveau fondamental, les établissements de l'enseignement islamique ne bénéficient pas de subvention de la part de l'administration. L'Etat les confond souvent avec les écoles privées

or les conditions ne sont pas les mêmes. Ici, il y a plus de social car les gens se disent que c'est religieux « Allah ko do » (Zakaria KANSAYE, directeur de l'Institut Islamique Nahar Djoliba de Badalabougou, entretien du 15/05/2023).

Ouvrir une médersa reconnue par l'administration n'est pas chose aisée. Il n'est pas facile de remplir toutes les conditions administratives. Ce qui fait que beaucoup de médersas encadrent les enfants sans être reconnues par l'Etat. (Mohamed Lamine SACKO, Promoteur de l'Ecole Franco-arabe Kelenka de Yirimadio-Bakorobabougou, entretien du 15/05/2023)

L'enseignement islamique souffre beaucoup avec le programme actuel. Dans ce programme, tous les enseignements de l'islam sont réunis dans une seule matière appelée « Education islamique ». Or celle-ci n'a qu'un coefficient. En conséquence, les élèves ne lui accordent pas assez d'importance. Ces cours, qui sont censés apprendre l'islam aux élèves, sont négligés par certains. (Moussa TOLO, enseignant à Kelenka, entretien du 15/05/2023).

L'Ecole Franco-arabe de Darsalam, n'a pas vocation de former les enfants en islam mais en langue arabe. Tout ce qu'on fait à l'école classique en Français est fait ici mais en Français et en Arabe. Certains parents se plaignent de cette pratique mais on les sensibilise pour qu'ils le comprennent. (Konimba TRAORE, Directeur de l'Ecole Franco-arabe de Darsalam, interview du 16/05/2023)

2.2. Problèmes financiers

L'enseignement islamique rencontre des problèmes financiers. Les écoles coraniques traditionnelles ne sont pas payantes ni subventionnées par l'Etat. Les maîtres coraniques, dans le temps, faisaient travailler les apprenants au champ. Les récoltes issues de ces efforts aidaient les maîtres à les nourrir. Avec la modernisation de la ville, les champs se font rares et les maîtres sont confrontés à de sérieux problèmes financiers ce qui pousse certains à livrer leurs élèves à la mendicité.

Les instituts islamiques et les médersas sont payants. Mais leurs frais scolaires dérisoires ne permettent pas de recouvrir tous les besoins de l'établissement. Les frais scolaires mensuels tournent entre 2000F et 3000F CFA. Rares sont les médersas qui font payer 5000F par mois. Les enseignants, faute de moyen des promoteurs, sont mal payés. Leurs salaires varient entre 60000F et 750000F CFA selon les établissements. Au même moment, leurs collègues des écoles publiques bénéficient d'un salaire de plus de 100000F CFA.

Voici les avis d'un enseignant de médersa : « Nous souffrons beaucoup ici. Les salaires sont insuffisants. Et ces maigres salaires ne sont pas payés à temps car les parents d'élèves ne

s'exécutent pas normalement. Pour certains, c'est un manque de moyen, pour d'autres c'est la mauvaise volonté. » (Souleymane SANOGO, enseignant à l'Ecole franco-arabe « Zil Yadeyni » de Yirimadio-Bakorobabougou, interview du 15/05/2023)

Dans la même dynamique, le promoteur s'exclame ainsi : « Certains parents refusent de payer les 3000F d'ici au même moment ils payent plus cher pour leurs enfants qui sont inscrits à l'école privée française » (Mohamed Bachir SACKO, promoteur de l'Ecole Franco-Arabe « Zil Yadeyni » de Yirimadio-Bakorobabougou, interview du 15/05/2023)

2.3. Problèmes d'infrastructures

Au départ, certaines médersas rencontrent des problèmes d'infrastructures. Elles accueillent les élèves dans des classes construites en tôle. Cela s'explique par le manque de moyen. Les ressources financières étant maigres, les moyens sont très limités.

En ce qui concerne les écoles coraniques traditionnelles, il y en a deux types à Bamako : les écoles coraniques fixes et les écoles coraniques mobiles. Les premières appartiennent généralement aux résidents de Bamako. Là, les problèmes d'infrastructures ne sont pas très énormes. Car les élèves apprennent dans la cour, sous la véranda ou dans les balcons de leur maître. Parfois, le surpeuplement des familles peut entraver le bon fonctionnement des cours. Quant aux secondes, elles sont gérées par les maîtres venus d'ailleurs. Elles sont logées le plus souvent dans des maisons inachevées ou inhabitées par leurs propriétaires. Elles sont nombreuses dans les quartiers périphériques de Bamako. Les élèves de ce dernier type d'écoles coraniques font la mendicité dans les carrefours, aux marchés et dans les lieux de regroupements de personnes.

2.4. Problèmes de recyclage

Les enseignants de l'enseignement islamique souffrent énormément des problèmes de recyclage. Ces enseignants ne sont pas tous diplômés d'écoles de formation pédagogique. En conséquence, ils doivent suivre des formations continues pour améliorer leur niveau. Mais beaucoup de ces écoles ne bénéficient pas de ces formations organisées par les Centres d'Animation Pédagogique (CAP).

A ce sujet, voici les propos d'un conseiller du CAP : « Les enseignants des médersas, pour la plupart, n'ont pas fait d'école de formation professionnelle. Certains peuvent faire 10 ans sans bénéficier de formation. La majorité de ces enseignants sont littéraires, ils n'ont pas le profil

scientifique» (Mamadou KONARE, conseiller-Arabe au CAP de Torokorobougou, entretien du 17/05/2023)

3. DISCUSSION

L'administration coloniale était hostile à l'enseignement de l'islam mais surtout de la langue Arabe. Cela se confirme par l'attitude des administrateurs à l'image du Gouverneur général de l'AOF William Merlaud-Ponty qui écrivait ainsi, dans une circulaire de 1910 :

« Nul n'ignore en effet que l'étude du français est le remède le plus efficace qui puisse être opposé au fanatisme, et l'expérience nous apprend que les musulmans qui connaissent notre langue sont moins imbus de préjugés que leurs coreligionnaires qui ne savent que l'arabe. » (Circulaire de William Merlaud-Ponty, du 30 août 1910, L'Afrique Française : Bulletin du Comité de l'Afrique française et du Comité du Maroc, 1910, p. 341, cité dans PRUD'HOMME, thèse 2016, p. 215

Cette affirmation de *William Merlaud-Ponty* montre à quel degré l'administration coloniale portait son attention à l'enseignement islamique. L'administration, ayant ce jugement de ce type d'enseignement cherche à faire enseigner l'Arabe à travers des canaux contrôlés. C'était une stratégie d'endiguement de la religion musulmane qui, à leurs yeux, était une menace pour les intérêts coloniaux.

La prudence de l'Etat colonial à l'égard de l'enseignement de la langue Arabe était-elle fortuite ? Nous dirons non dans la mesure où dans les colonies arabes, l'opposition aux idées coloniales était farouche. L'apprentissage de la langue Arabe pourrait faciliter la communication entre les peuples arabes et le peuple de la colonie française du Soudan. Elle se justifie par une lettre, écrite en Arabe, envoyée dans tout le monde musulman en vue d'inciter les musulmans à se révolter contre l'occupation étrangère en terre musulmane. Voici le libellé de cette lettre datant de 1910 :

« Nous musulmans, résidant en Allemagne, avons le devoir de conseil pour nos coreligionnaires. Nous vous écrivons ce message fraternel avec le sang de nos cœurs, en vous demandant de diffuser le plus largement possible son contenu dans les mosquées, les zawiyas et tous les lieux habités par les fidèles musulmans.

En effet, les versets coraniques énoncent explicitement “ Les croyants sont des frères “ “Ô vous qui croyez ! Vous indiquerai-je un commerce qui vous sauvera d'un châtimeut douloureux ? Vous croyez en Dieu et en Son messenger et vous combattez avec vos biens et vos personnes sur le chemin de Dieu et cela est bien meilleur pour vous, si vous saviez !” Combattez sur le sentier de Dieu ceux qui vous combattent, et ne transgressez pas. Certes Dieu n'aime pas les transgresseurs !” “Quiconque transgresse contre vous, transgressez contre lui, à transgression égale. Et craignez Dieu. Et sachez que Dieu est avec les pieux.”

En vertu de ces versets, nous vous demandons, nos chers fidèles, de combattre l'impérialisme occidental et de résister farouchement contre son occupation des terres musulmanes. »

(A.N.M. n° 413, Missive des musulmans en Allemagne, Politique musulmane, 1910, cité par BOLY, thèse 2013, p. 178)

Une telle lettre destinée aux musulmans ne fait que les inciter à se révolter contre l'administration coloniale. Car elle est soutenue par des versets coraniques sacrés pour les musulmans. La population bamakoise majoritairement musulmane pourrait profiter du canal de la langue Arabe pour se dresser contre le colonisateur. C'est pourquoi les impérialistes la contrôlaient vigoureusement.

Cependant, vers la fin des années 40 et le début des années 50, cette même administration donne son accord à l'ouverture de la première médersa à Bamako. Peut-on dire qu'elle a changé de posture ? Certainement oui car la pression devenait forte avec le mouvement wahhabite renforcé par l'arrivée de certains jeunes diplômés de l'université El Azhar de Caire en Egypte.

Pour Mamadou DIARRA, le colonisateur n'était pas le problème de l'enseignement islamique. Il s'occupait de son administration et les musulmans s'intéressaient à leurs études. C'est plutôt le régime communiste qui posait problème. (Mamadou DIARRA, promoteur de la médersa « Dar Hadis » de Sogoniko, interview du 15/05/2023).

A travers cet avis de Mamadou DIARRA, on peut dire que même si l'administration coloniale, au départ, constituait un obstacle pour le développement de l'enseignement islamique, elle a fini par laisser le soin aux indigènes d'ouvrir leurs propres médersas. P. PRUD'HOMME (thèse, 2016, p. 215) n'abonde-t-il pas dans le même sens lorsqu'il dit ceci :

« A partir des années 1940, des établissements d'un genre nouveau ouvrent dans plusieurs localités de l'ancienne colonie, à Kayes, Ségou et Bamako, sur l'initiative de lettrés musulmans réformistes, établissements qui revendiquent le nom de médersas. Ces nouvelles médersas s'opposent à la fois aux écoles coraniques, dont elles considèrent l'enseignement inadapté aux réalités contemporaines, et aux écoles françaises, non sans reprendre pour autant le modèle d'organisation de ces dernières, avec un programme d'enseignement distribué en différentes matières, des emplois du temps et des classes de niveaux. À cela, on peut ajouter le fait que les promoteurs de ces médersas nourrissaient une certaine résistance à l'administration française et sa politique ressentie comme anti-musulmane, même si leur objectif premier était une réforme éducative dans le cadre de l'instauration d'un nouveau leadership religieux. »

A l'indépendance, le régime communiste s'est brillé par son mépris à l'égard de l'enseignement islamique qui n'avait pas été considéré comme faisant partie de l'éducation scolaire. Ce régime voulait-il donner raison à Karl Marx qui dit que la religion est l'opium du peuple ? En tout cas, même après l'indépendance, l'enseignement islamique est resté géré par le ministère de l'Intérieur et non de celui de l'éducation nationale jusqu'en 1985. A cette date, les médersas sont transférées au compte du ministère de l'éducation nationale.

Le problème de programme d'enseignement s'était posé avec acuité. Chaque médersa élaborait son programme différent de celui du gouvernement et des autres instituts islamiques. Les programmes faisaient référence à ceux des pays de formation des promoteurs soit l'Égypte, l'Arabie Saoudite ou la Libye. Les diplômes délivrés par ces médersas n'étaient pas reconnus par l'Etat malien.

Pour juguler ce problème, les médersas se sont conformées au programme officiel du ministère de l'éducation nationale. Mais cela suscite des frustrations chez certains promoteurs et enseignants. Ces derniers se plaignent beaucoup d'une matière, l'éducation islamique, qui regroupe en son sein tous les enseignements des sciences islamiques. Pour eux, le coefficient (un) attribué à cette matière fait qu'elle n'a pas trop de considération pour les élèves.

Toutefois, Oumar DIALLO considère que le programme officiel des médersas ne constitue pas de problème. Il permet aux élèves de ne pas se limiter seulement à l'enseignement religieux mais d'avoir les mêmes compétences que leurs camarades de l'enseignement classique. Cela leur permettra d'avoir des diplômes compétitifs sur le marché de l'emploi. Avant, les diplômés des médersas ne pouvaient devenir que des imams, des enseignants de médersas ou des commerçants au marché. Mais avec le programme actuel, ils peuvent exercer toute autre fonction. (Oumar DIALLO, Directeur-Adjoint de l'Institut Anas Ben Malick de Badialan, entretien du 16/05/2023).

Les écoles coraniques sont toujours gérées par le ministère de l'Intérieur mais on nous a promis qu'elles seront elles-aussi mises sous la tutelle de celui de l'éducation a dit Basseydou HAIDARA. Ces écoles ont vraiment besoin d'aide a-t-il ajouté. (Basseydou HAIDARA, maître coranique à Dravéla, entretien du 16/05/2023)

Ces propos de Basseydou HAIDARA montrent que la gestion des écoles coraniques traditionnelles par le ministère de l'Intérieur pose problème. Son souhait est de les voir transférer au ministère de l'éducation nationale. Elles pourraient, dans ce cas, bénéficier les mêmes avantages que les autres enseignements du pays.

Sur le plan financier, l'enseignement islamique manque beaucoup de ressources. Les promoteurs comptent sur les cotisations mensuelles des apprenants pour faire fonctionner les écoles. Or les mensualités sont insuffisantes pour couvrir les besoins de des établissements. En outre, beaucoup de parents ne payent pas régulièrement les cotisations à cause du statut religieux dont jouissent ces écoles. (Mohamed Bachir SACKO, promoteur de la médersa Zil Yadeyni, entretien du 15/05/2023)

Les enseignants des médersas souffrent énormément. Ils n'ont pas de salaire digne de ce nom et sont rarement bénéficiaires d'une quelconque subvention. Cette situation ne leur permet pas

d'avoir l'amour de ce métier. Et tant qu'on n'a pas cet amour, il serait difficile de faire le travail convenablement. Les trois mois de vacances ne sont pas payés aux enseignants par la plupart des promoteurs de médersa. (Mamadou KONARE, conseiller-Arabe au CAP de Torokorobougou, entretien du 17/05/2023)

Le problème d'infrastructures n'est pas réel dans tous les établissements d'enseignement islamique si l'on en croit aux interviews accordées par certains responsables de médersa comme Souleymane KEITA de Manar Dine, Zakaria KANSAYE de Nahar Djoliba, Djibril COULIBALY de Anas Ben Malick et tant d'autres. Ils affirment ne pas connaître de tels problèmes. Leurs élèves sont dans des classes bien construites.

Néanmoins, beaucoup d'autres médersas connaissent ce problème. Elles ont des infrastructures qui ne répondent pas aux normes. Mais puisque le besoin d'instruire les enfants en sciences islamiques s'impose, ils se contentent de leurs petits moyens pour faire ce travail.

Les enseignants des écoles islamiques ne bénéficient pas assez de formation continue pour rehausser leur niveau. Certains peuvent faire 5 à 10 ans sans participer à une formation. Mais pour Zakaria KANSAYE, ce problème n'existe pas chez eux. Chaque fois qu'il y a formation, ils sont informés par le CAP et leurs enseignants participent régulièrement aux recyclages.

Pour résoudre ces problèmes de l'enseignement islamique à Bamako, nous suggérons :

- . la formation continue des enseignants de médersas et des écoles coraniques ;
- . la facilité d'accès, par ces formateurs, aux dossiers administratifs pour la reconnaissance par l'Etat de tous les établissements dans lesquels on encadre les enfants du pays ;
- . la subvention aux médersas, par l'Etat, en enseignants ayant le profil scientifique ;
- . la multiplication des centres de formation professionnelle étatiques pouvant accueillir les admis du DEF et des Bacheliers
- . l'organisation d'un forum sur l'enseignement islamique à Bamako.

La résolution de ces problèmes permettra de réduire la mendicité juvénile et le nombre d'aigris sociaux que ces écoles auront à former. Car les jeunes formés dans ces conditions se sentiront abandonner par l'Etat. En conséquence, ils pourraient être utilisés à des fins malsaines.

CONCLUSION

L'enseignement islamique, à Bamako, de la période coloniale au Mali indépendant, connaît des problèmes administratifs, financiers, d'infrastructures et de recyclage d'enseignants. Les problèmes en période coloniale étaient liés à la méfiance des administrateurs coloniaux de la religion musulmane et de la langue Arabe pour des raisons politiques. Tandis qu'au Mali

indépendant, les autorités nationales laissent cet enseignement pour compte jusqu'en 1985. Ce fut une période de flottement où les promoteurs d'écoles coraniques et de médersas gèrent à leur guise et délivrent les diplômes comme bon leur semble sans être soumis à un examen national. C'est vers la fin des années 80 que l'Etat malien s'ouvre véritablement à l'enseignement islamique par l'introduction des médersas sous la tutelle du ministère de l'éducation. Mais les écoles coraniques traditionnelles restent toujours gérées par le ministère de l'Administration territoriale.

BIBLIOGRAPHIE

BOLY, H, *LE SOUFISME AU MALI DU XIXe SIECLE A NOS JOURS Religion, politique et société*, thèse de doctorat, Etude méditerranéennes et orientales, Université de Strasbourg, France, 2013, 405 p.

NASSOKO, I., *L'Etat et la religion au Mali de 1960 à nos jours*, thèse de doctorat en sciences islamiques option : civilisation islamique, Université Ez-zitouna, Tunis, 2006, 354 p.

PRUD'HOMME, P., *La TRACE DE DIEU une anthropologie des régimes d'orthodoxie au Mali*, thèse pour l'obtention du titre de docteur en anthropologie, Aix-Marseille, université 355, Institut des Mondes Africains, 2016.

TOUNGARA, A., *Analyse des associations et organisations islamiques à Bamako*, thèse de doctorat, IPU/ USJPB, 2018, 256 p.

A.KAVAS (2003). L'enseignement islamique en Afrique francophone: les médersas de la république du Mali. Istanbul: Centre de recherches sur l'histoire, l'art et la culture islamique (IRCICA), 424 p. en ligne sur <https://www.ircica.org/publications/history-of-islamic-civilization/africa/lenseignement-islamique-en-afrique-francophone-les-medersas-de-la-republique-du-mali>

PROGR AMME DE RECHERCHE « EDUC ATION AR ABO -ISL AM IQUE AU S AHEL »*

P A S A S Public Rapport Mali– 28 avril 2022, 64p. en ligne sur <https://pasas-minka.fr/fr/resources/download/366>

Liste des personnes ressources

N°	Prénom	Nom	Profession	Lieu	Date
1	Mohamed Lamine	SACKO	Promoteur de la médersa Kelenka	Yirimadio- Bakorobabougou	15/05/2023
2	Moussa	TOLO	Enseignant à Kelenka	Yirimadio- Bakorobabougou	15/05/2023
3	Mohamed Bachir	SACKO	Promoteur de la médersa Zilyadeyni	Yirimadio- Bakorobabougou	15/05/2023
4	Souleymane	SANOGO	Enseignant à Zilyadeyni	Yirimadio- Bakorobabougou	15/05/2023
5	Souleymane	KEITA	Directeur de la médersa Manar Dine	Sogoniko	15/05/2023
6	Zakaria	KANSAYE	Directeur de la médersa Nahar Djoliba	Badalabougou	15/05/2023
7	Konimba	TRAORE	Directeur de l'école Franco- Arabe de Darsalam	Darsalam	16/05/2023
8	Lamine	OUÉDRAOGO	Enseignant à l'école Franco- Arabe	Darsalam	16/05/2023
9	Djibril	COULIBALY	Directeur de l'Institut Anas Ben Malicck de Badialan	Badialan	16/05/2023
10	Oumar	DIALLO	Directeur- Adjoint de l'Institut Anas Ben Malick de Badilan	Badialan	16/05/2023
11	Basseydou	H Aidara	Maître- coranique	Dravela	16/05/2023
12	Mamadou	KONARE	Conseiller- Arabe au CAP de Torokorobougou	Torokorobougou	17/05/2023